

## **Les nationalismes dans les Balkans : Un défi pour l'Europe, la paix et la sécurité !**

**Patrick SIMON**

Membre du Conseil national du Mouvement de la Paix

D'où viennent ces nationalismes qui envahissent notre espace européen ?

La création des identités nationales survient au moment paradoxal où les lois du marché et la mondialisation sont le mode de la Pensée Unique. Ses outils sont l'Organisation Mondiale du Commerce et le Fonds Monétaire International. Les Etats Unis et l'Europe tendent à concentrer les pouvoirs économiques, politiques et militaires. L'Otan devient un passage obligé de la politique de sécurité globale. Et dans le même temps, les autres pays sont voués à une fragmentation, à l'image de l'ex-Yougoslavie.

Ainsi, en 1500, les entités politiques en Europe se situaient aux alentours de 500. En 1923, l'Europe comptait 23 Etats. En 1998, nous en sommes à 50. Mais la volonté d'aujourd'hui n'est pas tant émancipatrice ou relevant de la défense de leur identité comme dans les années 50 à 60. Il s'agit plutôt d'un repli sur soi, du rejet des autres et de la volonté de ne plus partager les richesses d'un territoire donné, surtout lorsqu'elles se raréfient.

Mais est-ce vraiment un paradoxe ? N'y a-t-il pas convergence de vue entre la Pensée Unique et ses atomes "national intégristes" ? La fragmentation n'intéresse-t-elle pas les nouveaux empires en construction ? "La première réaction aux Bolcheviks qui appelaient les peuples à faire la paix -et à la publication de traités secrets dans lesquels les alliés s'étaient partagé l'Europe - avait été les quatorze points du président Wilson, qui jouait la carte nationaliste contre l'appel international de Lénine. Une zone de petits Etats-nations devait faire barrage contre le virus rouge."<sup>1</sup>

De même, en esprit critique, nous pouvons noter comme l'a fait Anne-Marie Thiesse que "Nombreuses sont les actuelles langues

<sup>1</sup> Eric Hobsbawm, "L'ère des extrêmes. Le court Vingtième siècle, Le Monde Diplomatique et Editions Complexe, 1999.

nationales européennes qui n'existaient pas véritablement avant le XIX<sup>e</sup> siècle. Comme les nations, elles ont été depuis gratifiées d'une histoire qui remonte à la nuit des temps, mais leur naissance est toute récente."<sup>2</sup> Quelque part, cela procède de l'instrumentalisation.

Et de la nation au nationalisme, le pas est vite franchi si la citoyenneté ne corrige pas l'étroitesse de sa signification première. Aussi il nous faut défendre le principe de nation comme étant un groupe d'hommes auxquels on suppose une origine commune. Il s'agit de groupes d'humains, généralement assez vastes, qui se caractérisent par la conscience de son unité et la volonté de vivre en commun. Il faut se rappeler aussi que "Les nations ne sont qu'une forme passagère de l'organisation des sociétés humaines, nées à l'époque de la Révolution française"<sup>3</sup> Il s'agissait du principe du droit du sol, puis de la citoyenneté. Alors que le nationalisme, c'est surtout l'oubli de la nation. Pour autant, la question de l'identité, de la nation fait partie du problème des Balkans, qui s'avère être un laboratoire qui pourrait préfigurer des évolutions graves pour l'Europe tout entière. L'ignorer favorisera le lit des nationalismes. Nier les problèmes d'identité, de droits sociaux et économiques fait le lit en Europe également des nationalistes, "souverainistes", intégristes et autres dérives fascisantes.

Quelles alternatives aux nationalismes ?

Il nous appartient en conséquence de reprendre l'initiative pour des valeurs et des actes humanistes. Edouard Glissant, poète et philosophe a rappelé fort justement que "l'identité ne peut vivre dans l'enfermement. L'identité, c'est la relation, la participation.

Il n'y a aucune culture qui puisse être exclusive des autres. Il faut au contraire essayer de savoir comment être soi-même en étant l'autre

<sup>2</sup> "La création des identités nationales. Europe XVIII<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle", Le Seuil, Paris, 1999.

<sup>3</sup> Alain Gresh, "Manière de voir" n°45, mai-juin 1999.

littéralement."

L'identité se définit sans cesse à travers des processus historiques des communautés qui vivent, se croisent, s'entrecroisent sur un même sol. Le défi de sa construction est celui de l'enrichissement multiple et pluriel. Cela ne signifie pas sa dissolution dans une sorte de mondialisation fataliste mais bien d'une ouverture sur l'avenir, faite de rencontres, d'échanges et de respect mutuel de l'apport de chacun. Refuser cela, c'est détruire tout espoir d'échanger nos cheminements mystérieux puisque nous resterions mystère à autrui. "Pour sonder le mystère, il faut l'exprimer. Qui suis-je? Qui es-tu? Tu es un mystère pour moi si je suis un mystère pour moi-même. En te découvrant, je vais me découvrir et si je découvre en toi, si différent de moi, des parties de moi-même, je découvre à la fois que je suis unique et que je te ressemble étrangement, et que nous partageons la même histoire troublante : celle des humains et qu'il nous appartient, ensemble d'écrire."<sup>4</sup>

L'alternative à ces questions est de rechercher une nouvelle éthique pour « civiliser » les relations entre humains, entre nations ou toute autre forme d'organisation des sociétés du monde. Cette éthique repose sur le droit à la paix, à la sécurité, au développement. Ces droits humains individuels et collectifs sont une autre réponse que celles de la culture de la guerre comme prolongement de la paix, de l'ingérence dite humanitaire ou de la sacro-sainte loi du marché.

Nous devons prendre à bras le corps la question des identités. Nous devons notamment pouvoir répondre aux besoins fondamentaux humains :

- Besoin d'équilibre : stabilité, continuité dans la vie quotidienne, le cadre de vie,
- Besoin d'exploration, lié à la curiosité sur l'extérieur,
- Besoin d'individualité, reconnaissance en tant qu'être original avec des différences de caractère, d'idéal, de sensibilité, de projet,
- Besoin de sociabilité, dans une volonté sociale commune,
- Besoin de prise de conscience, de compréhension des choses qui nous entoure,
- Besoin de créativité intellectuelle ou manuelle,

<sup>4</sup>Zarina Khan, philosophe-écrivain et metteur en scène.

esthétique,

-Besoin d'intentionnalité, l'individu comme être inachevé, mouvant.

Autre approche nécessaire est celle de la citoyenneté.

Pour Balibar, "Le citoyen n'est pas seulement un individu mais quelqu'un qui agit, qui sait qu'il ne se libérera pas seul : ni par en haut, ni sans les autres." La qualité de citoyen n'est pas seulement jouir du droit de cité. C'est aussi être conscient d'être partie prenante d'une communauté. Porteur d'idées et de pratiques collectives, de défense de cette communauté, elle n'a de qualité que dans le respect d'autres communautés.

La désaffection des citoyens pour la vie publique et leurs responsabilités est un symptôme de la crise de la démocratie. Cela conduit au renfermement sur soi et/ou à l'intolérance et par-là le rejet de l'autre. C'est un symptôme de l'affaiblissement de la souveraineté nationale sans que celle-ci puisse se redéfinir dans le cadre des mutations de l'action publique. Le cadre de références est pris d'assaut par la médiatisation qui n'offre que l'image de l'image des cultures qui se rencontrent et se confrontent. Dans la cité, la cohésion sociale ne peut exister qu'avec cette action publique qui a pour objet de maîtriser ces mutations. De même, cette maîtrise n'a de réalité que si elle est partagée par le ferment de la démocratie.

Or, aujourd'hui, règne sans partage les paradigmes néo-libéraux qui ont pour résultat qu'un nombre grandissant de citoyens est dépossédé des droits les plus élémentaires.

Jean-Jacques Rousseau ne disait-il pas dans le Contrat social que la démocratie exige "beaucoup d'égalité dans les rangs et les fortunes" ; pour que le citoyen soit vraiment libre il faut que "nul citoyen ne soit assez riche pour en acheter un autre et nul assez pauvre pour être contraint de se vendre."

La citoyenneté, c'est relever le défi de l'exclusion et de non droit et de non devoir. La démocratie pourra répondre à ce défi. Et pour ce faire elle aura besoin aussi d'un cadre institutionnel de régulation, de sécurité collective où le contre-pouvoir à l'action publique institutionnelle s'appelle la société civile et citoyenne.

Mais nous savons que la citoyenneté n'existe pas en soi. Elle s'élabore à partir de droits et devoirs auxquels nous participons dans leur

construction et intégration. Ces droits et devoirs sont ceux d'une communauté. Ils se modifient dans et avec la communauté qui vit dans un même lieu, notre cité. C'est de la responsabilité de chacun. Mais dans une cité c'est en particulier celle de ceux qui participent à l'éducation des enfants et des jeunes, à savoir les parents, les enseignants et les éducateurs professionnels.

La communauté qui organise et permet cette citoyenneté n'a pas plus d'existence en soi. Si les individus qui la composent ne fondent pas leurs rapports sur le respect mutuel et des projets négociés comment peut-on prendre en compte les besoins individuels et collectifs, eux-mêmes fondés sur la compréhension mutuelle des points de vue et des besoins. Ainsi, comment être citoyen lorsque l'on n'a pas de projet de vie (travail ou autre) quand on est adulte exclu de la vie économique et sociale ? Ainsi, comment être citoyen quand on est un jeune qui n'a pas de référence au travail parce que ses parents n'ont pas accès au travail, peut imaginer sa place ici et maintenant ? Comment être citoyen quand on est inscrit dans une précarité de travail, donc de logement, de consommation, d'impossible projection dans l'avenir?

D'où la nécessité ou un combat pour s'attaquer aux causes profondes de la crise lorsque la citoyenneté a du mal à être une réalité parce qu'il est difficile de trouver sa place dans la communauté. En cela, c'est trouver des solutions ensemble à la misère, à l'injustice, à l'oppression ou à l'exclusion. La citoyenneté comme le civisme ont besoin pour être une réalité de définir ensemble un idéal, du sens à la vie.

Ce serait mettre en lumière les formules qui organisent la vie en communauté qui ont permis, dans notre histoire, aux peuples et leurs composantes de trouver les voies de la réconciliation et de la diversité créatrice. Au lieu de rechercher les antagonismes et de se replier sur soi-même, sur les peurs ancestrales, ne conviendrait-il pas plutôt de mobiliser nos énergies pour la construction d'une vie meilleure?

De ce fait, la citoyenneté a besoin d'actes concrets, inscrits dans le temps.

Elle n'évolue pas de manière linéaire, sur un rythme régulier mais par des modifications, quelquefois brutales. Il faut oser bousculer les habitudes, les évidences réductrices. La

construction de la citoyenneté n'est jamais acquise, même si elle résulte de l'histoire de chacun et d'une communauté donnée, de la mémoire individuelle et collective. De plus, aujourd'hui, le monde est ouvert. Les communautés changent de nature. Dans une même cité, plusieurs communautés existent et coexistent.

Les actes posés ne le sont pas, par ailleurs, d'une manière intemporelle. Il y a un temps d'incertitude où l'on attend que ce soit l'autre qui apporte quelque chose. On reçoit plus qu'on ne donne. Il y a aussi un temps où nous donnons plus que nous recevons. Et il y a un temps où enfin nous décidons de partager, ne serait-ce que parce qu'à ce moment il devient comme une nécessité impérieuse de sortir du temps non partagé. Quoi qu'il en soit, il s'agit de trouver le temps adéquat. Il s'agit aussi de le trouver à temps avant qu'il ne soit trop tard. Ce temps commun permet de dépasser les problèmes pour essayer de trouver des solutions nouvelles, des alternatives. Pour autant, le temps individuel est lié à celui des autres. Dans une période d'instabilité, la difficulté de se projeter dans l'avenir, de faire des projets ensemble ne peut durer indéfiniment. Nous vivons toujours une situation ouverte, qui a plusieurs possibilités. A nous de les regarder en face et de faire des choix qui s'inscrivent dans la construction, plutôt que dans la destruction. Le choix de cette dernière peut devenir un point de non-retour. Mais pour cela, il ne faut pas s'enfermer dans le probable, dans l'irréversible.

Il n'y a pas d'événements probables, ni de devenir probable. Il y a une réalité en mouvement où les actes de chacun vont permettre ou non telle ou telle possibilité.

Ce qui a changé aujourd'hui, c'est notre perception que les choses sont plus complexes. Il n'y a ni avenir radieux, ni sauveur suprême. Les changements à une situation ne sont possibles que si nous prenons nos affaires en main. Et c'est dans la cité, là où nous vivons que cela commence. Le futur n'est pas donné, il se construit.

Aujourd'hui, certains parlent de panne civique. Celle-ci renvoie au social, à l'absence d'un modèle identificatoire fiable. Dépasser cette panne civique, c'est développer une citoyenneté qui se déclinerait par trois types d'actions :

-actions de refus. Refus de la misère, des injustices, de l'oppression et des exclusions.  
-action de contre-pouvoirs pour que la société civile empêche les dérives d'un pouvoir, fut-il établi démocratiquement,  
-actions de propositions. C'est la démocratie de proximité.

Sur quoi repose alors la citoyenneté ?

D'abord, c'est de créer ce que sera notre vie quotidienne en nous libérant des peurs de l'autre. C'est être tolérant parce qu'il existe une pluralité des points de vue et de comportements. A partir de différentes approches, nous pouvons construire ce devenir commun. C'est encore et encore transformer les rêves en réalités où la place de chacun est possible. Pour avoir sa propre place dans la cité, il faut préserver celle de l'autre parce qu'un jour, nous aussi, nous pourrions être cet autre. Les réfugiés ou les populations déplacées d'un lieu à l'autre au rythme des guerres en savent quelque chose. Les immigrés également. Les exclus de la société aussi. Ensuite, c'est de créer les conditions de la sécurité qui ne peut se maintenir par la coercition ou la répression en tant que bases de la sécurité. Le besoin de sécurité est un besoin fondamental. C'est permettre, à partir de règles de respect mutuel de trouver sa place, reconnue. Vivre en sécurité ne se délègue pas, ni à l'Etat providence, ni seulement à autrui. C'est prendre des décisions au plus près des besoins des personnes, par un consensus démocratique.

La citoyenneté repose également sur le passage de la condition de sujet à celui d'acteur. C'est s'autoriser ou prendre le droit de jouer son rôle pour s'attaquer aux problèmes, qu'ils soient locaux ou dans un système élargi (la nation, la communauté mondiale). L'acteur ne joue pas qu'un rôle (ni comme figurant ou dans l'obscurité de l'anonymat, ni comme acteur connu ou reconnu). En tant qu'acteur de notre vie, nous posons des actes, quelle qu'en soit la dimension. Il n'y a pas d'acte anodin, ni de non-acte. Ne rien faire, c'est encore faire ou laisser faire. Cela signifie le refus de se replier sur soi qui correspond à la fois au fait d'oublier autrui qu'à s'en défier. Pour que ce jeu d'acteur dans la cité soit possible, encore faut-il prendre la parole. Le langage est le premier acte

reconnaissable par autrui. C'est entendre l'autre parce que sa parole aussi doit être reconnue par soi. L'un comme l'autre doit persévérer pour que se produise l'échange, l'acte concret. Sartre disait à ce propos que l'homme est ce qu'il fait. Encore faut-il apprendre, toujours apprendre et ne pas s'habituer à la réalité environnante. Rien n'est immuable. Osons poser les questions qui dérangent l'ordre établi. Restons ouvert sur des émotions. Ne prenons pas pour argent comptant ce qui peut apparaître comme une évidence, une chose établie une fois pour toutes pour toute. Il en est ainsi de la loi, des règles de vie, des possibilités de changement. Mais prenons le soin de rechercher un échange constructif. Cet optimisme n'est pas béat. C'est s'appuyer sur les potentialités plutôt que sur les incapacités, pour sortir de l'impasse de l'événementiel, du virtuel.

De même, il nous faut trouver des instruments de contrôle des systèmes qui se mettent en place et évoluent.

Des avancées vont dans ce sens, à condition que leurs marges de manœuvre ne soient pas virtuelles. Je pense ainsi à la Déclaration universelle de 1948, aux décisions prises par l'O.N.U. Je pense au droit international avec les Conventions de Genève de 1949 et de 1984 contre la torture (qui a permis l'inculpation du général Pinochet), le Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie (1993), avec le Tribunal Pénal International d'Arusha pour le Rwanda (1994), la Cour pénale internationale permanente pour les crimes et génocides, les crimes contre l'humanité et les crimes de guerre. Même si aujourd'hui il y a encore des manques importants dans les domaines financiers et économiques face auxquels les citoyens sont encore désarmés.

Mais quoi qu'il en soit, ces instruments visent à prendre en compte le besoin grandissant de réparation des viols des droits humains. C'est une première étape vers la prise en compte d'autres droits comme l'accès aux ressources naturelles, de respect des droits économiques et sociaux, de respect de l'environnement.

L'exemple de ce qui se passe en ex-Yougoslavie est à regarder de près.

En 1990, soit dix ans après la mort de Tito, les partis nationalistes remportent des victoires aux élections réalisées dans les différentes républiques issues de l'ex-Yougoslavie. Peu avant, Slobodan Milosevic avait abrogé de nombreux textes qui donnaient une certaine autonomie aux républiques, issus de la Constitution de 1974. Ce fut le cas au Kosovo et en Voïvodine. De même l'enfoncement dans la crise économique et sociale et les pressions du FMI entraînaient de grandes inégalités. C'est le 25 juin 1991 que la Slovénie et la Croatie prennent leur indépendance, se désolidarisant des autres républiques. A partir de là tous les ingrédients sont là pour développer des conflits et la montée des nationalismes comme réponse aux difficultés rencontrées. Les conflits comme les atteintes aux droits humains se multiplient : en Croatie (1991), en Bosnie-Herzégovine (à partir du 6 avril 1992), au Kosovo (à partir du 24 mars 1999). Et récemment, les Hongrois de Voïvodine posent la question d'une certaine autonomie pour les minorités. Comme l'écrit Catherine Samary, il y a comme un jeu de miroir et d'alliances entre les nationalistes. En Bosnie-Herzégovine s'ajoute la montée du SDA, parti qui suit les traces des organisations islamistes intégristes, autre façon réactive et de repli sur soi.

Mais, contrairement au manque d'informations reçues en Europe, la société civile de ces pays réagissent.

Au lieu de rechercher toujours du côté de l'Occident les "solutions", il conviendrait de prendre en compte comment la société civile dans les Balkans est elle-même en construction de nouvelles alternatives. Bien entendu, elle a encore quelques difficultés, notamment dues au poids du passé où l'Etat providence ne permettait pas toujours l'initiative civile. Pour autant, face aux défaillances des "politiques", c'est bien la société civile aujourd'hui qui produit dans les Balkans une nouvelle citoyenneté.

Qu'en est-il aujourd'hui ?

Pour sortir de la crise des Balkans, avec son cortège funèbre de guerres, de populations meurtries, de nationalismes exacerbés, l'Europe devra s'interroger et prendre à bras le corps ses problèmes qui ne s'arrêtent pas à sa porte sud-est. Mais il faudra l'y aider.

Il importe notamment de regarder de près la question des minorités qui sont souvent le prétexte pour forger des nationalismes comme pour trouver un bouc-émissaire quand un Etat se débat dans la crise économique, sociale et de sens moral.

Se limiter à la seule approche de cette question des minorités annule une autre, probablement plus dérangeante : celle qui met les apports multiculturels dans la construction d'un Etat où primerait le droit du sol dans la reconnaissance des droits et devoirs de chaque citoyen. Cette autre approche qui permet aussi de prendre en compte les dimensions qui font l'homme :

- économique (avec les rapports au travail),
- culturelle (avec les rapports à l'expression et à la création),
- sociale (avec les rapports à autrui et à la construction commune d'une société).

Alors qu'en posant la question des minorités nationales, avec celle de l'autonomie, de la séparation des populations et de l'appropriation des richesses du sol, il y a forcément risques de tensions lorsque ces dernières sont faibles et qu'une telle atomisation laisse le champ libre à ceux qui concentrent réellement les richesses mondiales entre leurs mains ?

Après la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, nous pouvons reposer ces questions à propos de ce qui se passe en Macédoine.

Depuis son accession à l'indépendance, les préconisations du Haut-Commissariat pour les Minorités nationales étaient en 1993 :

- concentrer les efforts pour que les enfants Albanais aient accès aux études secondaires et supérieures,
- instituer un cycle de cours en albanais à l'Académie pédagogique de l'Université de Skopje,
- créer un conseil des relations interethniques.

Fort de cela, de nouveaux espoirs sont nés au sein des cercles albanais qui se sont radicalisés pour demander encore plus d'autonomie sur une partie du territoire où ils dépassent 30 % de la population (région de Tetovo). L'équilibre entre la promotion des droits des minorités et l'irrédentisme devient alors un équilibre précaire. En 1994, le Haut-Commissariat poursuit sa démarche en proposant des représentants albanais dans le gouvernement et aussi dans l'administration, ainsi que des

élections à la proportionnelle avec les composantes minoritaires de la population. Dès février 1995, de graves incidents s'en suivirent et aujourd'hui les tensions sont très fortes entre Albanais et Macédoniens. N'y aurait-il pas fallu poser différemment les problèmes tout en donnant à chacun l'accès à la fonction publique, à l'instruction publique, y compris aux hautes études et aux droits citoyens ?

Deux types de conditions semblent nécessaires pour sortir d'une spirale très dangereuse pour la démocratie et les humains, à l'aube du nouveau millénaire.

Tout d'abord, il s'agira de créer les conditions d'une paix durable, à travers trois questions reliées entre elles : la paix, la démocratie et le développement.

Ensuite, il faudra, sans faux-semblants, favoriser l'expression et la prise en compte de la société civile. Et c'est autre chose qu'une espèce de protectorat qui se dessine ces dernières années. C'est le cas de la Bosnie-Herzégovine et du Kosovo... Les Accords de Dayton comme de Rambouillet fournissent une sorte de "mode d'emploi" de la reconstruction avec des injonctions du FMI et de la loi du marché libéral.<sup>5</sup>

C'est pourquoi la prise en compte de la société civile permet, à la fois des solidarités entre les populations, à la fois un combat au quotidien contre les replis sur soi et l'exclusion des autres.

Ainsi, à côté des pouvoirs politiques et médiatiques, la société civile peut contribuer à des alternatives humanistes et notamment les droits humains à la paix. Les Organisations Non Gouvernementales ont un rôle essentiel dans la mobilisation de l'opinion publique contre les indifférences.

Sur la question des Balkans, le Mouvement de la Paix (France) a déjà organisé deux conférences des forces pacifistes et plus largement des mouvements de solidarités, au Couvent de l'Arbresle (près de Lyon) en 1994,

<sup>5</sup> En Bosnie-Herzégovine l'aide internationale estimée à 5,1 milliards de dollars au cours des cinq dernières années qui ont suivi la guerre se fait dans un vide juridique total et sans vision globale. Seulement 160 millions de dollars d'investissements privés sont venus dans le pays, selon la Banque Mondiale.

puis à Ferney-Voltaire (près de Genève) en 1998.

Les objectifs qui se sont définis peu à peu étaient de réfléchir et d'agir ensemble, entre Européens occidentaux et d'Europe centrale et orientale par la création d'un réseau de solidarités immédiates, pour la justice, le respect des droits : des réfugiés, des minorités, des femmes, des enfants. Mais aussi pour contribuer à une logique de sécurité autrement que militaire et pour un lieu critique indépendant des régimes politiques. En l'occurrence il s'agit de répondre aux questions des identités, des besoins sociaux et de citoyenneté par des actes concrets et lisibles où les solidarités actives remplacent l'assistanat et l'humanitaire.

Pour qu'une alternative puisse émerger face aux Entités Chaotiques Ingouvernables issues de la Pensée Unique libérale, nous avons besoin de consolider cette société civile pluraliste et démocratique de plus en plus apte à répondre à ces défis.

Si les Balkans sont un laboratoire pour les grandes puissances ou l'alliance militaire de l'OTAN, les Balkans peuvent aussi être un laboratoire d'avenir pour les Organisations Non Gouvernementales pour une construction européenne de sécurité commune et de désarmement !

C'est dans cet esprit qu'une délégation s'est rendue en Macédoine, en juin 1999, à la fois pour devenir le porte-parole d'un projet de "Trauma Center" en direction des victimes civiles de la guerre du Kosovo, à la fois pour renforcer le réseau de solidarités.

C'est également à cette occasion qu'une déclaration des Organisations Non Gouvernementales s'est réalisée en direction des gouvernants dont voici le texte :

"La guerre au Kosovo avec les horreurs de l'épuration ethnique et les bombardements de l'OTAN en République Fédérale Yougoslave ont causé un nouveau traumatisme dans les Balkans. Les populations de cette région étaient déjà durement éprouvées par une grave crise économique et sociale dans leur marche forcée vers une économie de marché.

Une aide économique majeure doit être décidée par la communauté internationale pour

permettre le retour des réfugiés et sécuriser les populations voisines qui ont le plus souffert du conflit et de ses dévastations dans le tissu économique.

Nous, Organisations Non Gouvernementales, considérons comme une priorité du moment la prise de mesures concrètes pour permettre à la société civile de la région de s'inscrire dans les processus de stabilisation et de reconstruction.

C'est en (re) dynamisant la vie démocratique des Balkans, sur des bases non-nationalistes et dans le respect des droits humains, des droits des femmes et des enfants, des droits des minorités, que seront jetées les bases d'une paix durable.

Pour cela nous demandons :

-Une conférence internationale sur la reconstruction et le développement de toute la région, y compris la Yougoslavie, avec la participation des représentants de la société civile de façon à ce que les populations soient associées au plus tôt et au plus près du terrain à la reconstruction et au développement sur la base de leurs besoins ;

-La création d'un fonds d'aide au fonctionnement et aux projets des Organisations Non Gouvernementales non nationalistes des Balkans pour dynamiser la vie démocratique et rendre aux populations la maîtrise de leur destin ;

-Des mesures de confiance pour permettre la détente, le retour à une vie publique normale, et à la sécurisation des minorités ethniques, au premier rang desquels figurent d'importantes mesures de désarmement généralisé, sous contrôle de l'ONU.

Nous nous proposons :

-De formaliser l'existence d'un " réseau de vigilance " entre Organisations Non Gouvernementales des Balkans et Organisations Non Gouvernementales de l'Union Européenne pour permettre le dialogue, la diffusion d'informations et la solidarité sur des actions et des projets en direction des populations civiles ;

-De lancer l'idée d'une Conférence des Organisations Non Gouvernementales des Balkans et de la Communauté Européenne pour coopérer ensemble à la stabilisation de la région et à la prévention des conflits."

En proposant de telles alternatives, nous venons directement et concrètement contrer les nationalismes qui recherchent un repli sur soi et un ennemi (bouc émissaire) qui permet à la mondialisation de se présenter comme étant La solution.